

THÈME 3 - CHOMAGE ET POLITIQUES PUBLIQUES

Chapitre 5 - Comment lutter contre le chômage ?

Objectifs d'apprentissage :

- ⇒ Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi.
- ⇒ Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel.
- ⇒ Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi).
- ⇒ Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel.
- ⇒ Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail

Notions à connaître :

Chômage, Emploi, Sous-Emploi, Taux de chômage, Taux d'emploi, Problèmes d'appariements, Flexibilité, Asymétries d'information, Salaire d'efficience, Salaire minimum, Fluctuations économiques, Chômage structurel, Chômage conjoncturel, Chômage classique, Chômage keynésien, Flexibilisation, Politiques pour l'emploi.

Savoir-faire :

Coefficient multiplicateur, Taux de variation, Proportion, Pourcentage,

Problématique: Quelles sont les différentes causes du chômage ?
Comment les pouvoirs publics peuvent-ils réduire le chômage et promouvoir l'emploi ?

Plan du cours :

Introduction - Le chômage : un phénomène difficile à mesurer, qui touche différemment les individus et les groupes sociaux

I - Le chômage : un phénomène qui a de multiples causes

- A. Le chômage conjoncturel est causé par les fluctuations de l'activité économique
- B. Le chômage structurel est causé par les institutions, des problèmes d'appariement et des asymétries d'informations

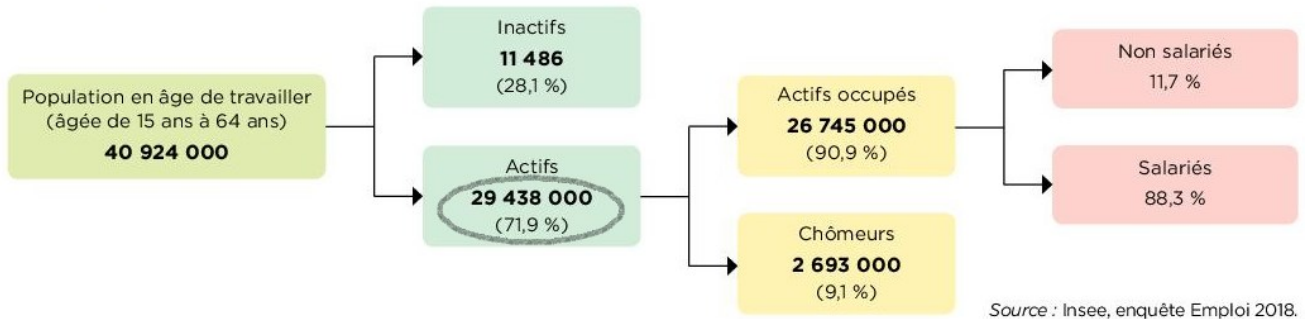
II - Les politiques pour l'emploi : comment lutter contre le chômage

- A. Des politiques de réduction du coût du travail pour lutter contre le chômage classique
- B. Des politiques de soutien à la demande pour lutter contre le chômage keynésien
- C. Des politiques de formation et de flexibilisation pour lutter contre le chômage structurel

Introduction - Le chômage : un phénomène difficile à mesurer, qui touche différemment les individus et les groupes sociaux

1. Le chômage : un phénomène difficile à mesurer

Document 1. Population active, statuts de l'emploi et chômage en France en 2018



Q1. Quelle différence faites-vous entre les inactifs et les actifs. Faites une phrase avec les données entourées.

Q2. A combien s'élevait le taux de chômage en France en 2018 ? Indiquez comment on le calcule et faites une phrase avec la donnée sélectionnée.

Q3. La taux d'emploi renvoie à la part en pourcentage des individus qui occupent un emploi dans la population en âge de travailler. Indiquez sa formule et son niveau en 2018.

Document 2. La mesure du chômage



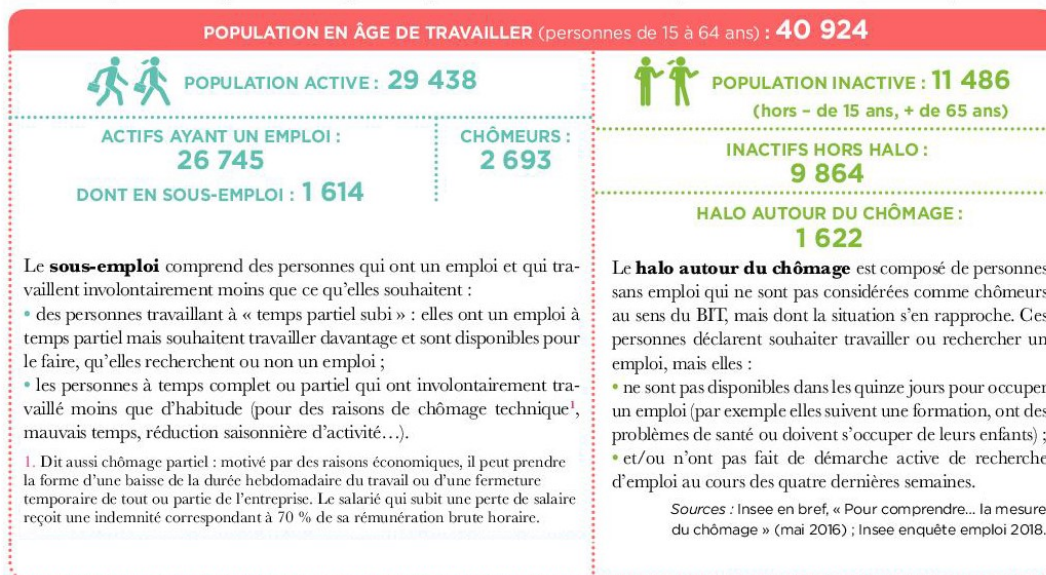
Vidéo Dessine moi l'éco : « Comment mesurer le chômage ? » - 2017

Q1. Quels sont les critères pour être comptabilisé comme chômeur par l'INSEE et par Pôle Emploi ?

Q2. Justifiez la phrase mentionnée dans la vidéo : « Un chômeur au sens du BIT ne l'est pas forcément pour Pôle Emploi et vice versa ». Illustrez à l'aide d'un exemple.

Document 3. Le halo du chômage et sous-emploi

Population en âge de travailler, sous-emploi et halo autour du chômage en 2018 en France (en milliers)



2. Le chômage et le sous-emploi : des phénomènes qui ne frappent pas au hasard

Document 4a. Taux de sous-emploi et halo du chômage en France entre 1990 et 2018

		Taux de sous-emploi ¹ (en %)				Halo du chômage ² (en milliers)			
		1990	2000	2007	2018	1990	2000	2007	2018
Ensemble		4	6	5,6	6	1358	1349	1262	1622
Par sexe	Hommes	2,1	3	2,5	3,5	404	436	463	696
	Femmes	6,6	9,7	9,1	8,6	954	912	799	926
Par âge :	15-24 ans	9,4	11,6	10,2	10,9	320	260	310	306
	25-49 ans	3	5,6	5,5	5,6	779	818	684	884
	50-64 ans	3,7	4,6	4,2	5,3	259	271	268	433

Travail de groupe 1– Montrez que le sous-emploi et le halo du chômage, touchent différemment les individus selon leur sexe et leur âge.

Pour répondre à cette question :

- Vous dégagerez **deux constats**.
- Pour chaque constat, vous lirez **au moins 4 données** permettant de l'illustrer.
- Vous ferez des **petits calculs pertinents**, à partir des données préalablement lues, pour rendre pleinement compte de votre constat.

1. Le **taux de sous-emploi** est la part des personnes en sous-emploi parmi les actifs occupés.

2. Au sens de l'Insee.

Enquête Emploi, Insee, 2019.

Document 4b. Taux de chômage selon la PCS et le niveau de diplôme



Travail de groupe 2– Montrez que le chômage touche différemment les individus selon leur PCS et leur niveau de diplôme.

Pour répondre à cette question :

- Vous dégagerez **deux constats**.
- Pour chaque constat, vous lirez **au moins 2 données** permettant de l'illustrer.
- Vous ferez des **petits calculs pertinents**, à partir des données préalablement lues, pour rendre pleinement compte de votre constat.

Document 4c. Temps partiel et sous-emploi en France en 2019

Catégorie socioprofessionnelle	Temps partiel (en %)			Sous-emploi (en %)		
	Ensemble	Femmes	Hommes	Ensemble	Femmes	Hommes
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	16,6	25,8	11,6	5,6	7,8	4,5
Cadres	9,5	15,8	4,9	1,5	2,3	1,0
Professions intermédiaires	14,7	22,2	6,3	3,4	4,6	2,0
Employés qualifiés	22,7	27,4	8,9	5,7	6,8	2,7
Employés non qualifiés	41,4	47,4	22,5	14,5	16,2	9,0
Ouvriers qualifiés	7,4	17,8	5,8	3,1	5,4	2,7
Ouvriers non qualifiés	20,2	39,6	10,6	7,7	13,2	5,0
Âge						
15-24 ans	23,9	32,9	16,0	8,9	12,0	6,2
25-49 ans	15,6	25,9	5,9	5,1	7,5	2,9
50 ans ou plus	21,3	32,3	10,8	4,9	7,2	2,6
Ensemble	18,1	28,4	8,3	5,4	7,8	3,1
Effectifs (en milliers)	4 906	3 749	1 157	1 455	1 026	429

Travail de groupe 3– Montrez que le travail à temps partiel et le sous-emploi touchent différemment les individus selon leur PCS, leur âge et leur sexe.

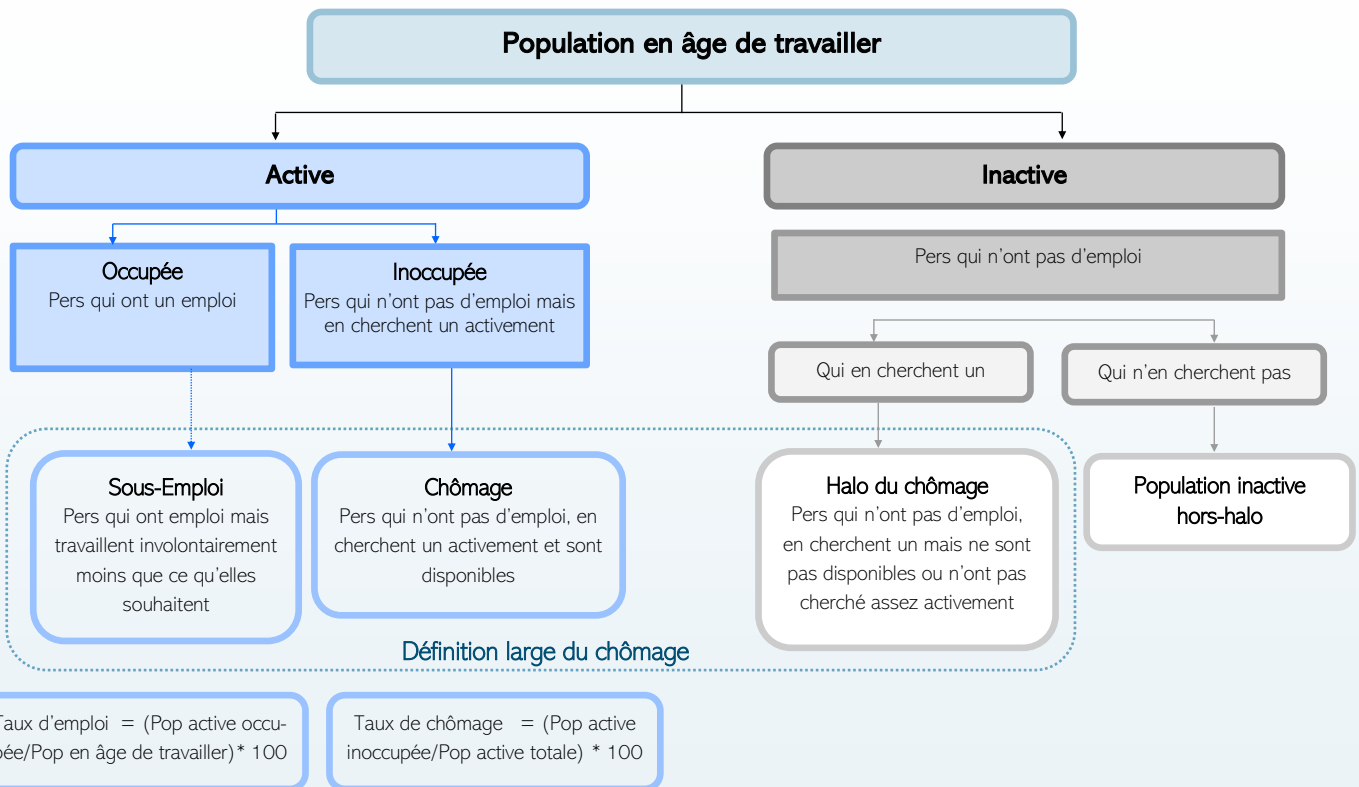
Pour répondre à cette question, vous vous concentrez sur **une seule caractéristique** (PCS/âge/genre) et :

- Vous dégagerez **2 constats**.
- Pour chaque constat, vous lirez **au moins 2 données** permettant de l'illustrer.
- Vous ferez des **petits calculs pertinents**, à partir des données préalablement lues, pour rendre pleinement compte de votre constat.

Champ : France hors Mayotte, personnes en emploi

Source : Insee, enquête Emploi 2019,
Une photographie du marché du travail en 2019, Insee Première, février 2020

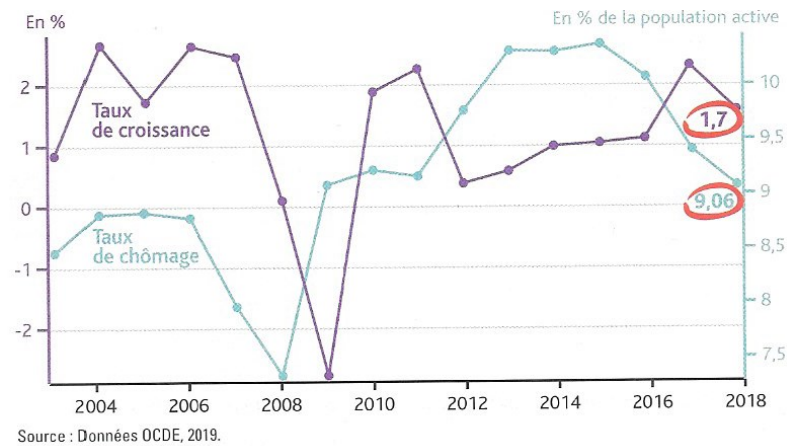
Schéma 1 - Le chômage : un phénomène difficile à mesurer



I - Le chômage : un phénomène qui a de multiples causes

A. Le chômage conjoncturel est causé par les fluctuations de l'activité économique

Document 5. Taux de croissance et taux de chômage en France entre 2002 et 2018

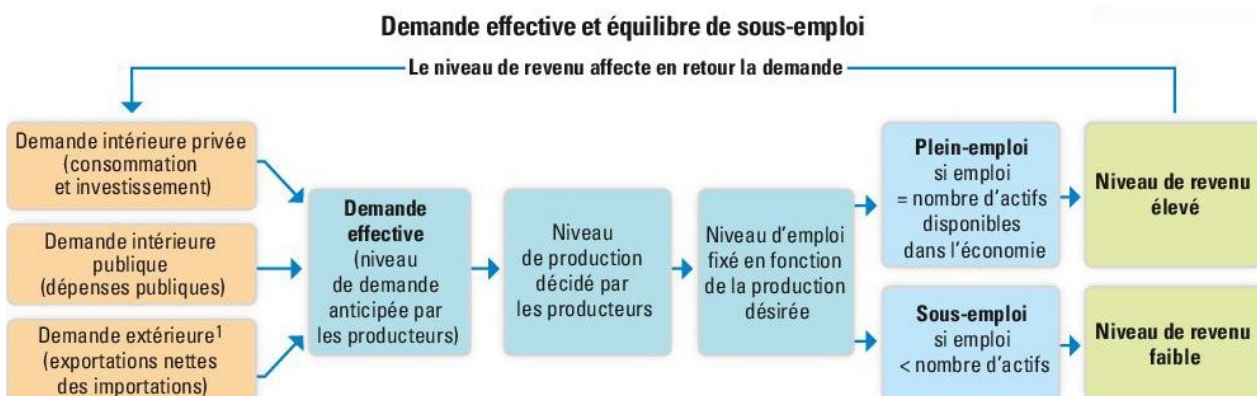


Document 6. Keynes et la demande effective

Le krach boursier de 1929 a débouché sur une grande dépression, avec des faillites en cascade, des millions d'individus jetés sur le pavé et des cohortes de chômeurs devant les soupes populaires. Comment en sommes-nous arrivés là ? s'interroge l'économiste anglais John Maynard Keynes (1883-1946) dans sa Théorie générale. Les économistes de l'époque ont fait l'impasse sur cette réflexion car tous considéraient que le chômage est volontaire. Si les individus sont sans emploi, c'est parce qu'ils refusent de travailler au niveau de salaire en vigueur : ils jugent que ce dernier est trop bas. Pour Keynes, il est impossible de continuer à soutenir une telle thèse avec un chômage massif en Grande-Bretagne et dans la plupart des pays industrialisés. (...) La récession est largement entretenue par des facteurs d'ordre psychologique. En effet, les producteurs anticipent leurs recettes pour déterminer le niveau de l'emploi (c'est le « principe de la demande effective »). En période de crise, leurs anticipations pessimistes par rapport à l'avenir les conduisent à réduire leurs effectifs et, au final, ils entretiennent la crise. Au niveau global, il y a de plus en plus de chômage, de moins en moins de revenus, une consommation en baisse et par ricochet, la production... L'économie s'enfonce dans la récession.

Evelyn Jardin, « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », Sciences Humaines, Hors- série N° 42-Septembre-octobre-novembre 2003

Document 7. La demande effective et l'équilibre de sous-emploi



Pour l'Insee, le sous-emploi correspond à la situation d'individus en emploi souhaitant travailler davantage.

Au sens de Keynes, le sous-emploi est une situation où une partie des individus souhaitant travailler et prêts à travailler au salaire du marché ne trouvent pas d'emploi: il s'agit d'un chômage « involontaire ». Il parle d'« équilibre de sous-emploi » pour montrer que le niveau de la demande effective peut être durablement inférieur au niveau production qui assurerait le plein emploi de la main-couvre disponible.

Entraînement à l'EC3 - Montrez que les fluctuations de l'activité économique sont source d'un chômage conjoncturel.

B. Le chômage structurel causé par les institutions, des problèmes d'appariement et des asymétries d'informations

1. Les effets positifs et négatifs des institutions sur le chômage structurel

Document 8. Les effets négatifs des institutions sur le chômage structurel pour les libéraux

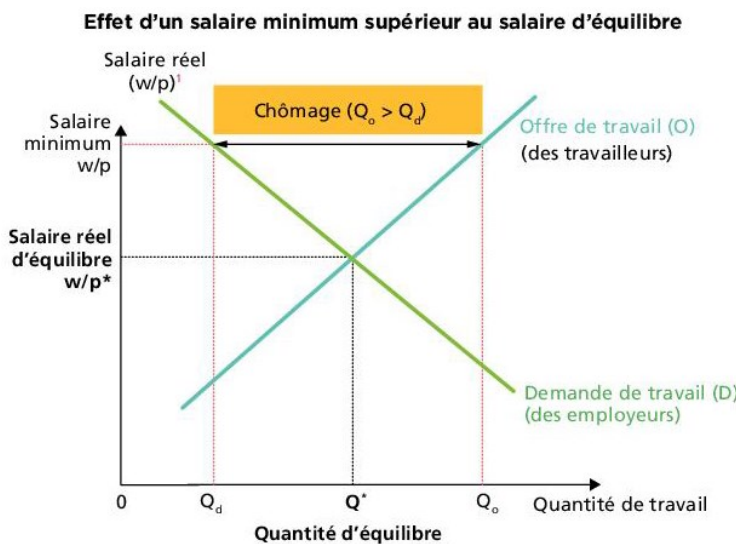


1. Interdiction en France de licencier sans délai un salarié sauf faute lourde.

2. Pour les entreprises de plus de 50 salariés, reclassement interne ou externe des salariés, création d'activités nouvelles.

3. En cas de licenciement pour motif personnel.

Document 9. L'analyse néo-classique : le salaire minimum cause le chômage structurel



Pour lire le graphique

Sur le marché du travail :

- la **demande de travail des employeurs (D)** est une fonction décroissante du salaire réel. S'il augmente, la demande de travail diminue car le coût marginal du travail (le salaire du dernier salarié embauché) devient supérieur à sa productivité marginale (le surcroît de production qu'il procure) ;
- l'**offre de travail des travailleurs (O)** est une fonction croissante du salaire réel : lorsqu'il augmente, un plus grand nombre de personnes sont désireuses de travailler.

En l'absence de rigidités, le marché du travail s'autorégule : toute la population désireuse de travailler au salaire d'équilibre w/p^* est employée (plein emploi en Q^*) et le chômage est volontaire (personnes estimant trop faible le salaire d'équilibre).

Si le **salaire minimum est supérieur au salaire d'équilibre**, l'offre de travail reste durablement supérieure à la demande de travail et les travailleurs dont la productivité marginale est inférieure au salaire minimum ne sont pas embauchés.

1. Salaire réel = salaire nominal/indice général des prix. Il mesure le pouvoir d'achat du salaire.

Q1. Pourquoi l'instauration d'un salaire minimum supérieur au salaire réel d'équilibre est-il à l'origine d'un chômage structurel ?

Q2. En France en 2021 le taux de chômage des moins qualifiés était de 14.4% alors que celui des plus qualifiés était de 5.3%. Comment le niveau du salaire minimum peut-il expliquer ces chiffres ?

Document 10. Des effets positifs et négatifs du salaire minimum sur le chômage structurel

Le plus souvent, l'employeur possède un pouvoir dont il peut tirer parti en fixant un salaire plus faible que la productivité du travailleur qu'il embauche [...]. Si l'État décide de fixer le salaire minimum très légèrement au-dessus du salaire choisi par l'employeur, celui-ci voit sa marge réduite. Tant que cette marge demeure positive, il n'y a aucune raison de se séparer de son personnel. Mais il y a plus. La hausse du salaire minimum peut inciter certaines personnes sans emploi à chercher plus intensément du travail et à s'intéresser à des propositions qu'elles délaissaient auparavant [...]. Comme l'employeur réalise sur chaque travailleur payé au salaire minimum une marge positive, il a intérêt à [les] embaucher [...]. Hélas, [...] toute nouvelle hausse du salaire minimum attire de nouveaux travailleurs, mais réduit la marge bénéficiaire sur ceux qui sont déjà employés. Si l'État continue d'accroître le salaire minimum, certains travailleurs finiront par coûter plus qu'ils ne rapportent. Le salaire minimum redevient l'ennemi de l'emploi. [...] Le salaire minimum peut donc être bénéfique ou néfaste à l'emploi. Tout dépend

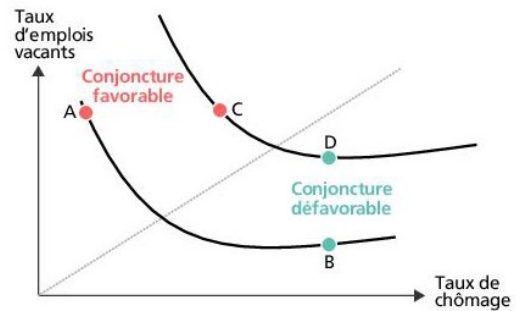
de son niveau [...].
Pierre Cahuc, André Zylberberg, Le Négationnisme économique Et comment s'en débarrasser, Flammarion, 2017.

Groupe 1 - Montrez que les institutions ont des effets positifs et négatifs sur le chômage.

2. Les problèmes d'appariement (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) sont sources de chômage structurel

Document 11. Le chômage d'appariement

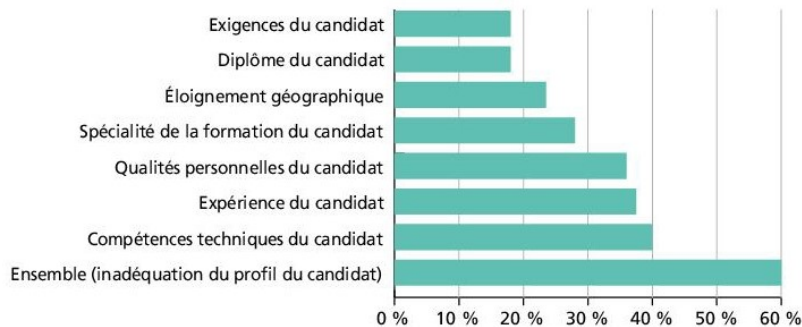
Le chômage structurel peut être expliqué par le processus d'appariement entre l'offre et la demande de travail. Ainsi, des chômeurs peuvent ne pas trouver de travail alors que des entreprises disposent d'emplois vacants. [...] La courbe de Beveridge [offre] une représentation graphique de la relation négative entre le taux de chômage et le taux d'emplois vacants. L'économie connaît un flux permanent de création et de destruction d'emplois [...] Mais le processus d'appariement des travailleurs et des emplois n'est pas instantané. La position sur la courbe est un indicateur de la situation conjoncturelle de l'économie: lorsque la conjoncture est bonne, le chômage est faible et le taux d'emplois vacants est élevé ; inversement lors d'une conjoncture défavorable. La courbe renseigne aussi sur le fonctionnement du marché du travail. Ainsi, un éloignement de la courbe de l'origine indique une dégradation de l'adéquation entre l'offre et la demande [de travail]: pour un même taux d'emplois vacants, il y a un taux de chômage plus élevé.



1. Du nom de Lord William Beveridge, économiste et homme politique britannique (1879-1963).

Pierre-André Corpron (dir.), Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain, © Bréal, 2018.

Document 12. Les inadéquations spatiales et de qualifications en France



Lecture : parmi les recrutements jugés difficiles par les recruteurs, 37 % le sont en raison de l'expérience du candidat.

Champ : nouveaux recrutements en CDI ou en CDD de plus d'un mois entre septembre et novembre 2015 des établissements d'au moins un salarié du secteur concurrentiel et jugés difficiles par les recruteurs.

La persistance d'emplois non pourvus ou l'abandon de certains recrutements sont des signes d'imperfections du marché du travail. L'inadéquation entre les profils des candidats et les compétences recherchées sur les postes à pourvoir (« *skill mismatch*¹ »), l'inadéquation géographique entre les personnes ayant les qualifications nécessaires et la localisation des postes (« *geographical mismatch*² ») [...] sont souvent pointées du doigt pour les expliquer.

Bertrand Lhommeau, Véronique Rémy, « Comment les employeurs surmontent-ils leurs difficultés de recrutement ? », *DARES Analyses*, 4 juillet 2019.

1. Inadéquation des compétences. 2. Inadéquation géographique ou spatiale.

Document 13. Les frictions dans le processus de rencontre entre employeurs et chômeurs

Un salarié [qui] perd son emploi va [...] accumuler de l'information pour sa recherche d'emploi, ce qui a un coût (collecte des offres disponibles, durée et conditions de travail, achat de journaux, frais de communication, etc.), tandis que les revenus qu'il perçoit se limitent aux indemnités de l'assurance chômage. Il a toutefois intérêt à prolonger sa recherche d'emploi aussi longtemps que son coût est inférieur au bénéfice qu'il en retire [...]. Ainsi, les exigences salariales du demandeur d'emploi vont baisser au fur et à mesure que dure sa recherche d'emploi. Du côté de l'entreprise, des coûts de recherche d'un travailleur pour occuper un poste vacant sont également engagés : au fil du temps et de la durée de recherche, l'employeur va augmenter progressivement le salaire proposé. Il y a donc une durée optimale nécessaire pour que le demandeur d'emploi et l'employeur se rencontrent (job matching) et qu'il y ait adéquation entre leurs différentes caractéristiques. La théorie du « job search » éclaire [...] les déterminants microéconomiques du [...] chômage de « prospection » : dans un environnement où l'information est imparfaite, la recherche d'emploi peut être longue et plus l'indemnisation du chômage et les aides sociales sont généreuses [...], plus l'incitation à allonger cette durée l'est également, et plus le taux de chômage peut être élevé.

Laurent Braquet, David Mourey, Économie. Principes fondamentaux, De Boeck, 2019.

1. Les frictions sur le marché du travail sont liées au temps structurellement nécessaire à la personne en recherche d'emploi pour trouver un emploi et au recruteur pour pourvoir un poste.

2. Avantages financiers espérés.

3. Appariement entre l'offre et la demande de travail.

4. Théorie de la recherche d'emploi.

Groupe 2 - Montrez que les problèmes d'appariement causent un chômage structurel

3. Les asymétries d'information sont également une cause du chômage structurel

Document 14a. Le modèle du « tire-au-flanc » et le salaire d'efficiency

Le salaire d'efficiency vise à expliquer les causes du chômage involontaire [...]. Mise au point par Joseph Stiglitz et Carl Shapiro, cette théorie considère que le niveau de salaire a une influence sur la productivité. Selon l'analyse néo-classique, le marché du travail est un marché comme un autre qui subit la loi de l'offre et de la demande et qui par conséquent est soumis aux conditions de la concurrence pure et parfaite [...]. [Pourtant], les employeurs sont victimes d'asymétrie d'information à propos de la productivité de leurs employés: il est impossible ou extrêmement coûteux de surveiller continuellement ces derniers. Il en découle une situation d'aléa moral car l'employé, se sachant non-observé diminue sa productivité et ses efforts. Or, [...] les coûts de turnover (remplacement de la main-d'œuvre) augmentent la difficulté de se débarrasser des travailleurs les moins productifs. [...] Pour limiter l'aléa moral, l'employeur peut appliquer la stratégie du salaire d'efficiency. Cela consiste à donner un salaire plus élevé que le salaire d'équilibre afin de stimuler la productivité [...]. Ce mécanisme s'explique par le comportement rationnel de l'employé :

- il est incité à l'effort parce qu'il se sait privilégié et qu'il veut conserver son emploi au sein de l'entreprise;
- il est reconnaissant envers son employeur, il veut lui montrer qu'il mérite ce salaire, son moral est dopé et il s'investit dans son travail.

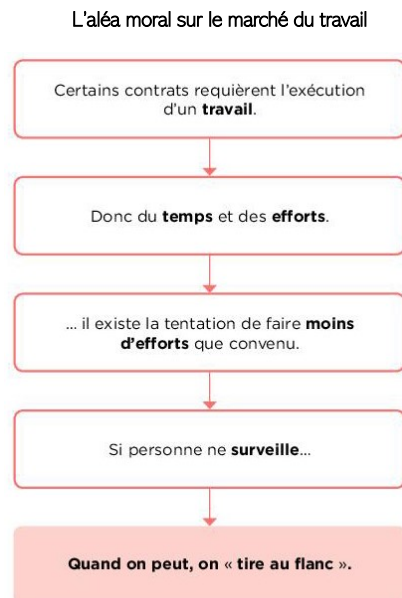
[...] Contrairement à la théorie néo-classique, le coût du travail n'est plus le seul déterminant de l'emploi. De cette manière, l'employeur achète également la paix sociale, c'est une forme de compromis. Un autre but du salaire d'efficiency est d'attirer les meilleurs éléments de la population active (ceux qui ont un salaire de réserve plus élevé que celui d'équilibre).

«Salaire d'efficiency», site de SES de l'académie Aix-Marseille.

Document 14b. Sélection adverse et aléa moral sur le marché du travail

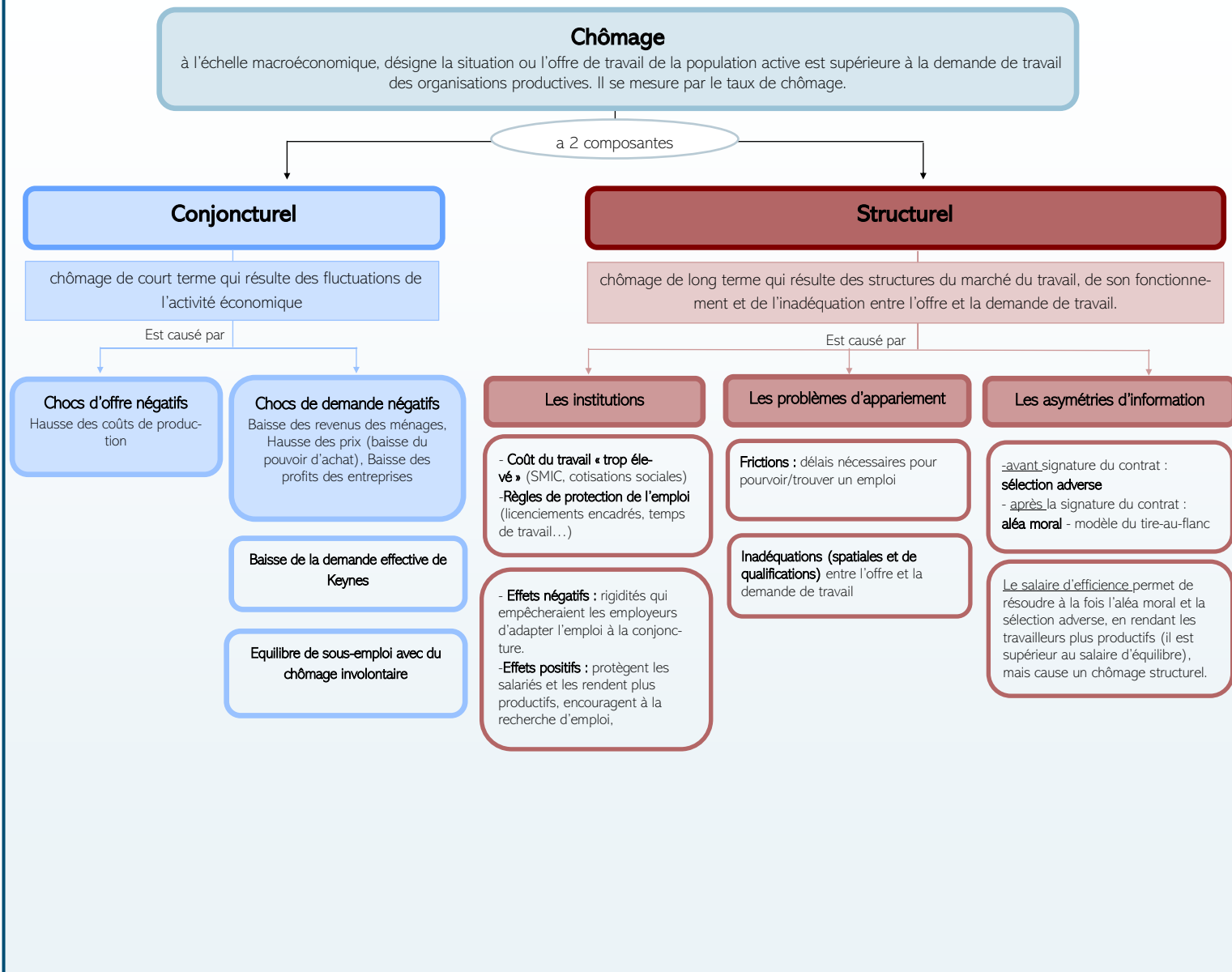


1. Coût unitaire du travail = coût horaire du travail/productivité horaire du travail = coût horaire par unité produite.



Groupe 3 - Montrez que les asymétries d'information causent un chômage structurel

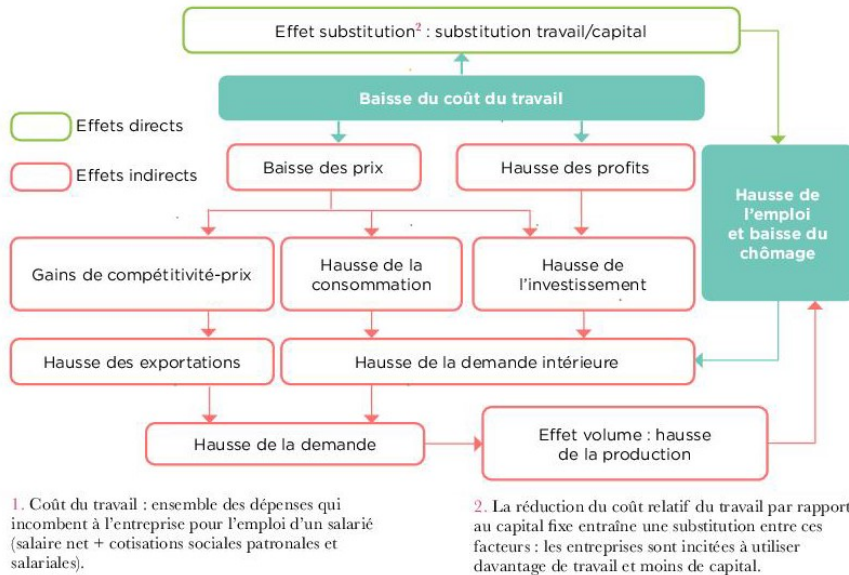
Schéma 2 - Le chômage a de multiples causes



II - Les politiques pour l'emploi : comment lutter contre le chômage

A. Des politiques de réduction du coût du travail pour lutter contre le chômage classique

Document 15a. Les effets directs et indirects de la baisse du coût du travail sur le chômage



Q1. Que comprend le coût du travail ?

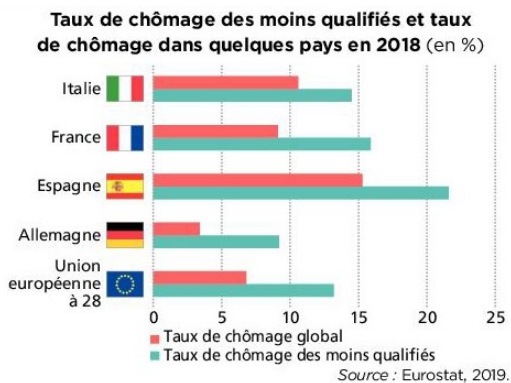
Q2. Expliquez pourquoi la baisse du coût du travail entraîne un effet de substitution qui conduit à une baisse du chômage.

Q3. Comment la baisse du coût du travail conduit indirectement à une baisse du chômage ?

Document 15b. La baisse du coût du travail est-elle efficace pour réduire le chômage ?

Une baisse du coût du travail s'avère particulièrement efficace en termes d'emploi lorsqu'elle est ciblée sur les bas salaires. En effet, pour ces salariés, la demande de travail est plus sensible à son coût : [...] d'une part, de façon générale, le capital est plus facilement substituable au travail non qualifié qu'au travail qualifié ; d'autre part, [...] au niveau du Smic, certains travailleurs sont exclus du marché du travail du fait d'un coût du travail (avant allègements) trop élevé par rapport à leur productivité. Une baisse du coût du travail ciblée sur le bas de la distribution des salaires se traduit alors directement par une hausse de l'emploi peu qualifié. Une baisse du coût du travail sur les bas salaires engendre également une hausse de la demande de travail pour les plus qualifiés (via l'effet volume).

Sébastien Bock, Pierre Lissot, Sophie Ozil, « Matis : une maquette d'évaluation des effets sur l'emploi de variations du coût du travail », Documents de travail de la DG Trésor, mars 2015.



(...) Nous évaluons (...) l'impact sur l'emploi des allègements généraux de cotisations sociales patronales sur les bas salaires qui sont actuellement en vigueur (dispositif « Fillon »). Selon le dernier rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale d'octobre 2012, ces allègements en faveur des bas salaires étaient de 19,4 milliards en 2011 (0,97 point de PIB), représentant 69,5% des exonérations de cotisations sociales (3,2 milliards d'exonérations liées aux heures supplémentaires et 5,3 milliards d'exonérations liées à des mesures ciblées). En 2013, selon les prévisions de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, les allègements généraux sur les bas salaires représenteraient 19,9 milliards (0,97% du PIB), soit 77% des exonérations totales en raison de la suppression de celles liées aux heures supplémentaires. L'ensemble des mesures d'exonération constitue une baisse de 3,7% du coût du travail de l'ensemble du secteur marchand. (...)

Au final (...) les exonérations de cotisations sociales patronales sur les bas salaires créeraient, au bout de cinq ans, entre 253.000 et 327.000 emplois selon le mode de financement retenu. A un an, l'effet serait négatif (-21.000) si le financement se faisait par une réduction des dépenses publiques (+24.000 à un an si la mesure est financée par une hausse des prélèvements). Une partie des emplois créés provient des gains de compétitivité liés aux gains des parts de marché sur nos partenaires commerciaux en raison de la baisse des prix de production consécutive de la réduction du coût du travail. Ce mécanisme de compétitivité-prix fonctionne d'une part si les entreprises répercutent les baisses de cotisations sociales dans leurs prix de production et si nos partenaires commerciaux acceptent de perdre des parts de marché sans réagir.

Éric Heyer et Mathieu Plane, « Impact des exonérations de cotisations sur l'emploi », ENS-Lyon, 15/12/2014

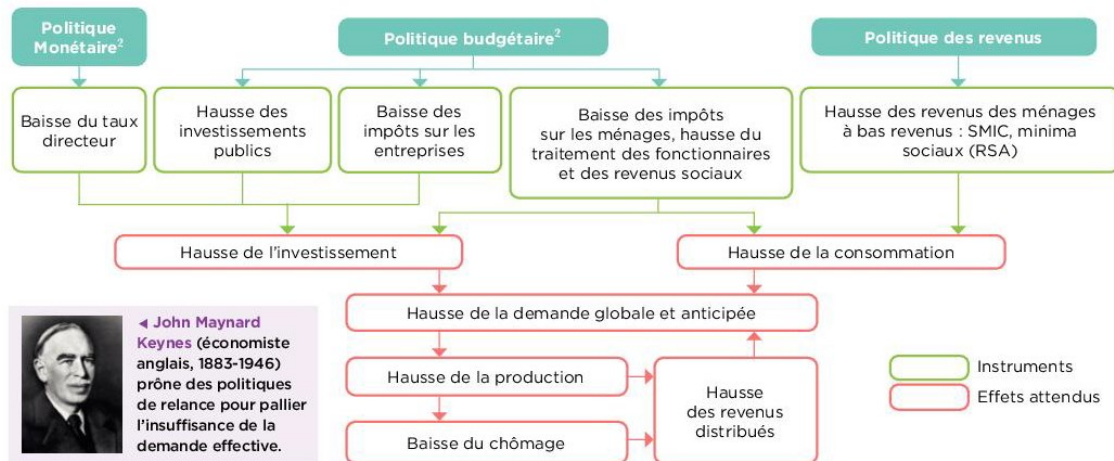
Q1. Comparez le taux de chômage des moins qualifiés au taux de chômage global (Constat/lectures/calcul—à partir du graphique)

Q2. Pourquoi une baisse du coût du travail sur les bas salaires serait efficace ? (texte 1)

Q3. Qu'a fait la France en la matière ? A quelle condition cela est-il efficace pour réduire le chômage ? (texte 2)

B. Des politiques de soutien à la demande pour lutter contre le chômage keynésien

Document 16a. Les politiques de relance de la demande : instruments et effets attendus sur le chômage



1. La politique de relance est dite aussi politique expansive.

2. La politique monétaire est menée par la Banque centrale au moyen du taux directeur. La politique budgétaire est menée par l'État grâce aux dépenses et recettes publiques. Ces politiques conjoncturelles visent à réguler l'activité économique (rythme de la croissance, chômage, inflation, solde extérieur) à court terme.

Document 16b. Un exemple récent de relance budgétaire : la politique expansionniste américaine

Stimulée par une politique budgétaire expansionniste depuis l'élection de Donald Trump, l'économie américaine a poursuivi sa dynamique de reprise amorcée en 2010. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a progressé de 2,9 %. Le taux de chômage a baissé pour la huitième année consécutive, atteignant un plus bas historique depuis le début des années 2000 à 3,8 %.

[...] Le 15 décembre 2017, le Congrès votait une réforme fiscale - « Taxcuts and Jobs Act » - qui s'est traduite par une baisse importante de la fiscalité directe des ménages et des entreprises. Toutes choses égales par ailleurs, cette réforme fiscale réduit les recettes de 270 milliards de dollars (soit 1,4 point de PIB) pour 2018 et 2019. Il en a résulté une amélioration du revenu disponible des ménages et de la profitabilité des entreprises. [...] Le stimulus budgétaire n'a pas uniquement porté sur les recettes. Après plusieurs semaines de tractations entre le Congrès et le Président, un accord a été trouvé en février 2018, entraînant une augmentation des dépenses publiques de l'ordre de 0,9 point de PIB. [...] La politique budgétaire soutient donc l'ensemble des composantes de la demande intérieure en 2018 et 2019 mais au prix d'un déficit budgétaire qui passerait de 4,2 % en 2017 à 5,7 % en 2019. De fait, la politique budgétaire est procyclique puisqu'elle coïncide avec un taux de chômage ayant retrouvé un point bas et un écart de croissance qui s'est refermé en 2018.

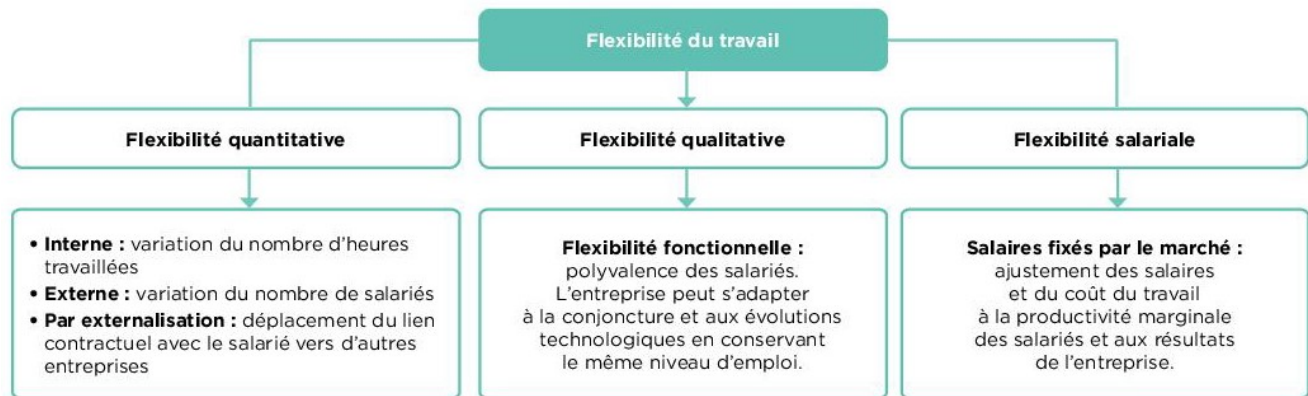
Éric Heyer et Xavier Timbeau (dir.), « Coup de frein sur la croissance: perspectives 2019-2021 pour l'économie mondiale », Revue de l'OFCE, n° 162, avril 2019.

EC3 - Montrez que les politiques de soutien à la demande permettent de réduire le chômage

C. Des politiques de flexibilisation et de formation pour lutter contre le chômage structurel

1. Les politiques de flexibilisation pour lutter contre le chômage structurel

Document 17a. Les différentes formes de flexibilité du travail



Document 17b. L'essor de la flexibilité du travail en France

Le plus fort recours aux contrats temporaires, conjugué à l'annualisation du temps de travail à la suite des accords sur les 35 heures [...] a rendu le marché du travail plus flexible : les entreprises peuvent s'ajuster plus rapidement à la conjoncture (1). Cela s'est traduit par [...] le raccourcissement de la durée de ces contrats temporaires : la part des CDD de moins d'un mois dans le total des intentions d'embauche [...] est en effet passée de 48,2 % à 70 % entre 2000 et 2014, pour baisser ensuite à 67,2 % début 2019. [...]

Depuis le milieu des années 1980, des réformes successives [...] ont rendu le marché du travail plus flexible. Parmi les plus récentes, [...] les ordonnances Macron-publiées le 23 septembre 2017 et ratifiées le 31 mars 2018- intègrent des modifications substantielles [...]. Concernant le licenciement, des barèmes [...] obligatoires d'indemnisation des licenciements (2) sans cause réelle et sérieuse sont mis en place. Ces mesures visent notamment à limiter pour les entreprises les coûts juridiques de licenciement, en cas de contentieux aux prud'hommes. Selon les comparaisons internationales menées par l'OCDE, de moindres coûts de licenciement [...] permettraient de réduire le chômage des jeunes et le chômage de longue durée.

1. Les entreprises ont la possibilité de faire varier la durée du travail au cours de l'année, mais elle doit être, en moyenne sur l'année, de 35 heures hebdomadaires.

2. Depuis la réforme, les indemnités pour licenciement abusif sont plafonnées.

OFCE, L'économie française 2020, © La Découverte, coll. « Repères », 2019.

Q1. Quelles sont les formes de flexibilité qui ont été renforcées par ces réformes ?

Q2. Pourquoi cette flexibilité du travail est-elle censée réduire le chômage ?

Document 17c. Les effets pervers de la flexibilité

[Aux Pays-Bas], il a fallu du temps pour que soient mis en lumière les effets pervers de cette dérive [flexibilité excessive] [...] : ralentissement de la productivité et de l'innovation, faiblesse de la formation permanente des travailleurs flexibles, manque d'implication de leur part dans l'entreprise, surexposition des moins qualifiés et des plus âgés à la précarité, transfert sur la collectivité de leurs risques sociaux liés à la maladie ou à l'incapacité, trous dans la constitution de leur retraite, etc. [...] Un travailleur flexible sur quatre en 2012 n'avait pas réussi, quatre ans plus tard, en 2016, à accéder à un emploi stable. ■

Marie Wierink, « Aux Pays-Bas, "les effets pervers" de vingt ans de "flexisécurité" », *Le Monde*, 7 juin 2017.

Taux de travailleurs pauvres ¹ en Europe selon le type de contrat (en %)			
	2005	2010	2015
Travailleurs en contrat précaire	11,7	13,8	16,3
Travailleurs en contrat à durée indéterminée	4,4	5,5	5,8
Taux de travailleurs pauvres en Europe selon la durée du travail (en %)			
Travailleurs à temps partiel	11,5	13,5	15,8
Travailleurs à temps plein	7	7,4	7,8

1. Seuil de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian.

Source : données Eurostat, Observatoire des inégalités, 25 août 2018.

Q1. Relevez dans le texte les effets négatifs de la flexibilité du travail.

Q2. Montrez que la flexibilisation du marché du travail a coïncidé avec une précarisation des travailleurs.

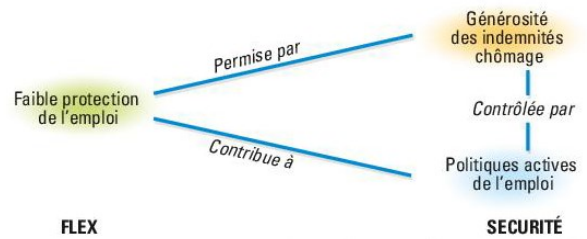
Débattons !

Groupe 1 - A partir des documents 17a et 17b, montrez que la flexibilisation du marché du travail permet de réduire le chômage

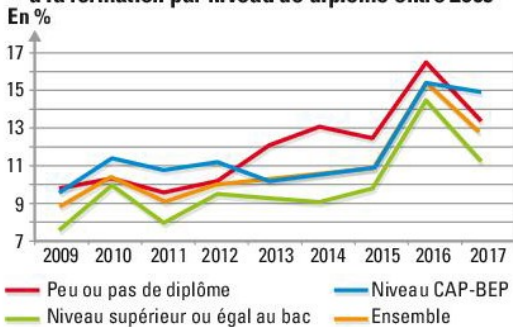
Groupe 2 - A partir des documents 17a et 17c, montrez que la flexibilisation du marché du travail permet surtout d'accroître la précarité des travailleurs.

Document 17d. Le modèle danois : la flexicurité - entre flexibilité et sécurité

La « flexicurité » fait partie des orientations de réforme du marché du travail promues par les organisations internationales, OCDE et Commission européenne. [...] De manière générale, cette notion renvoie à l'idée selon laquelle il est possible et souhaitable [...] de concilier la sécurité des travailleurs (du point de vue de l'emploi et de la protection sociale) avec la flexibilité du marché du travail. [...] L'exemple emblématique de cette combinaison vertueuse est donné par le Danemark, qui reprend à son compte cette notion et développe ses composantes à partir du « triangle d'or de la flexicurité ». [...] Ces politiques sont apparues comme un succès, le Danemark ayant réussi à diminuer de moitié son taux de chômage en une dizaine d'années (il est stabilisé autour de 5%, du début des années 2000 à la crise de 2008), tout en affichant de très bonnes performances macroéconomiques et un degré de satisfaction élevé des travailleurs à l'égard de leur emploi notamment en termes de sécurité d'emploi (plus de 70% des travailleurs se déclarant satisfaits ou très satisfaits selon une enquête de l'OCDE).

Le triangle d'or de la flexicurité au DanemarkChristine Erhel, *Les politiques de l'emploi*, PUF, 2014.

Vidéo : « Danemark: le pays du plein-emploi », France info 2017

2. La formation pour lutter contre le chômage structurelDocument 18a. Les politiques de formation des chômeurs sont-elles efficaces ?**Taux d'accès des personnes en recherche d'emploi à la formation par niveau de diplôme entre 2009**

Note : Ce taux d'accès représente le nombre de personnes en recherche d'emploi entrées en formation, rapporté au nombre de personnes ayant connu au moins un mois principalement au chômage dans l'année.

« La formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi en 2016 et 2017 », *Dares Résultats*, 2019.

500 000 formations supplémentaires

[Voté en 2015], le Plan 500000 visait à porter à un million les entrées en stage de formation sur l'année 2016, soit deux fois le nombre

atteint en 2015, en portant une attention particulière aux personnes en recherche d'emploi peu ou pas qualifiées et aux chômeurs de longue durée. Il devait en outre développer les formations aux nouveaux métiers, liés notamment à la transition énergétique ou à la transformation numérique. [...] L'amélioration globale, au cours de la période récente, de l'accès des demandeurs d'emploi à la formation ne s'est pas accompagnée d'une amélioration des taux d'insertion dans l'emploi. [...] En 2016, 51,2 % des demandeurs d'emploi ont eu accès à un emploi d'une durée d'un mois ou plus au cours des six mois suivant la formation ; 27,6 % seulement ont eu accès à un emploi durable. Les résultats ont été encore moins satisfaisants pour les personnes peu qualifiées, dont le taux d'accès à un emploi d'une durée supérieure à six mois ne s'est élevé qu'à 21 %.

Cour des Comptes, *La formation des demandeurs d'emploi*, mai 2018.

Q1. Les peu qualifiés ont-ils bénéficié en priorité du plan « 500 000 » ?

Q2. Pour quels chômeurs les plans de formation paraissent-ils moins efficaces ? Pourquoi ?

Document 18b. La formation : un remède contre le chômage ?

Vidéo : Ce qui fait débat : La formation : un remède contre le chômage ? - France info - 09.2017

Q1. Combien de milliards sont consacrés à la formation professionnelle chaque année ? Qui finance la formation professionnelle ?

Q2. A qui profite vraiment la formation professionnelle ?

Q3. Comment repenser la formation professionnelle ? Que prévoit le gouvernement ?

Schéma 3 - Les politiques de lutte contre le chômage

Les politiques pour l'emploi

ensemble des politiques publiques qui visent à réduire le chômage et à accroître le taux d'emploi

Dépendent du type de chômage identifié

Le chômage classique

Chômage dû à une insuffisance de l'offre de B/S qui s'explique par un coût du travail trop élevé et des rigidités sur le marché du travail

Le chômage keynésien

Chômage dû à une insuffisance de la demande anticipée de biens et services par les entreprises

Le chômage structurel

Chômage de long terme qui s'explique par le fonctionnement, la structure du marché du travail. Il comprend le chômage classique, le chômage frictionnel et le chômage lié à l'inadéquation des qualifications/emplois

Prennent différentes formes de politiques publiques

Des politiques de réduction du coût du travail

- Politiques de réduction des cotisations sociales
- Politiques de réduction des salaires (baisse/suppression du SMIC) d'autant plus pour les travailleurs peu qualifiés

Des politiques de soutien à la demande (C, I, G)

- Politiques budgétaires de relance (hausse de G et baisse des PO- relance par le déficit)
- Politiques monétaires de relance (baisse du taux d'intérêt directeur—relance par le crédit)

Des politiques de formation et de flexibilisation du marché du travail

- Politiques de formation : pour maintenir ou renforcer l'employabilité
- Politiques de flexibilisation du marché du travail interne et externe (quantitative/qualitative/salariale)
- Politiques de réduction des allocations chômage et des revenus d'assistance

Mais ces politiques présentent des limites

- Trappe à bas salaires et à basses qualifications.
- Aggravent le chômage keynésien
- Coûts de ces mesures d'allègement des « charges » pour un impact limité sur le chômage

- Peuvent favoriser les importations si l'économie est peu compétitive et donc très peu favoriser l'emploi
- La relance n'entraîne pas à court terme de création d'emplois
- Peuvent alourdir le coût du travail et renforcer le chômage classique.

- La flexibilisation du travail et du marché du travail aboutit au développement d'un chômage récurrent (alternance emplois précaire/chômage)
- Elle conduit aussi au développement des emplois précaires qui :
- nuisent à l'intégration sociale et donc à la cohésion sociale
- réduisent les revenus, aggravant le chômage keynésien

Epreuve composée - Partie 1

- ⇒ Distinguez taux de chômage et taux d'emploi.
- ⇒ Expliquez en quoi les asymétries d'information sur le marché du travail sont-elles sources de chômage structurel
- ⇒ Présentez un mécanisme montrant comment les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale permettent de lutter contre le chômage.
- ⇒ À l'aide de deux exemples, vous montrerez que les politiques de flexibilisation permettent de lutter contre les rigidités du marché du travail.

Epreuve composée - Partie 2

Répartition des types de trajectoire sur les 3 premières années de vie active (en %)

	Accès durable à l'emploi	Accès progressif à l'emploi	Sortie d'emploi	Chômage durable	Inactivité durable	Reprise d'étude ou formation	Total
Ensemble de la population	57	12	8	9	3	11	100
Non diplômés	21	16	8	27	12	16	100
Diplômés du secondaire	52	13	9	10	3	12	100
Diplômés du supérieur court	72	8	8	3	1	8	100
Diplômés du supérieur long	76	10	7	2	1	5	100

Champ : France entière

Source : d'après CEREQ, enquête 2016 auprès de la génération 2013, Juin 2017.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous caractériserez l'accès à l'emploi au cours des 3 premières années de vie active pour l'ensemble de la population. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous expliquerez l'influence du niveau de diplôme sur l'accès à l'emploi et le chômage. (4 points)

Epreuve composée - Partie 3

- ⇒ Montrez que les fluctuations de l'activité économique ont des effets sur le chômage conjoncturel.
- ⇒ Vous montrerez que les politiques de soutien de la demande globale peuvent permettre de lutter contre le chômage.
- ⇒ Vous montrerez que des politiques de flexibilisation du marché du travail permettent de lutter contre le chômage structurel

Dissertation

- ⇒ Montrez que la diversité des formes du chômage peut orienter les politiques de l'emploi.
- ⇒ Dans quelle mesure la baisse du coût du travail permet-elle de réduire le chômage ?
- ⇒ Les politiques visant à renforcer la flexibilité du marché du travail sont-elles suffisantes pour lutter contre le chômage ?